

Dans plusieurs pays d'Europe centrale le populisme de droite est au pouvoir, parfois depuis longtemps. Quelle politique mènent-ils ? Et si, après tant d'années au pouvoir, ils devenaient la cible du sentiment anti-establishment répandu en Europe, notamment dans ces pays ?



Cet article de Philippe Alcoy a été publié sur le site [Révolution permanente](#).

Les élections européennes approchent et beaucoup prédisent une « marée » de voix pour des partis populistes de droite sur fond de crise des régimes politiques qui se sont instaurés en Europe depuis plusieurs décennies. Mais alors que dans une grande partie des pays ces courants apparaissent encore comme une menace électorale, dans d'autres pays les populistes de droite (ou « illibéraux » comme on les appelle souvent) sont déjà au pouvoir et parfois depuis longtemps. C'est le cas notamment des pays du groupe de Visegrád, le V4, Hongrie, Pologne, Slovaquie et Tchéquie.

Bien qu'il existe des différences entre eux (que nous aborderons plus tard), on peut dire que ces tendances politiques surgissent dans une large mesure comme une réponse par la droite à l'évolution économique, politique et sociale que ces pays ont connue dans la période dite « post-socialiste », notamment dans les années 1990.

Une reconfiguration de l'échiquier politique

L'arrivée au pouvoir de ces courants a impliqué un changement profond pour l'échiquier politique avec un tournant à droite général. La social-démocratie complètement néolibérale qui a gouverné dans plusieurs de ces pays appliquant parfois les pires attaques contre les conditions de vie des travailleurs pendant les premières années de la transition vers le capitalisme dans les années 1990-début des années 2000, s'est effondrée. La Hongrie, en 2006, a connu des révoltes très importantes contre le gouvernement social-démocrate (où l'extrême-droite a eu une participation importante), ce qui a en quelque sorte pavé la route pour l'arrivée du Fidesz au pouvoir.

En effet, les dénommés populistes de droite se sont présentés comme ceux qui allaient restaurer la fierté de la nation et surtout venir en aide à tous les délaissés par les années de politiques néolibérales, notamment les populations rurales et des petites villes. En effet, le modèle économique instauré après la restauration du capitalisme dans ces pays, basé notamment sur les exportations (nous y reviendrons), créait des disparités très importantes selon les régions et secteurs d'activité. Ainsi, un des grands arguments de ces courants réactionnaires est d'opposer les populations rurales et des petites et moyennes villes à celles des grands centres urbains, y compris les travailleurs et les classes populaires. Un argument qui va au-delà de l'Europe centrale car en France pendant le mouvement des Gilets Jaunes on a entendu des représentants de cette droite populiste mettre en avant le même type d'arguments.

Voici donc comment [un analyste](#) commente un rapport sur le modèle social et économique du PiS en Pologne, le « solidarisme » : « *Bien que le modèle socio-économique polonais ait été relativement*

libéral jusqu'à présent, il a commencé à évoluer vers le solidarisme. Ce « capitalisme à la polonaise » met l'accent sur la politique sociale et une vision plus inclusive de la croissance économique, qui ne se limite pas à l'élite urbaine. Pour les auteurs du rapport, cette décision est une réponse au type de capitalisme polonais qui a émergé après la chute du communisme. « La Pologne et les autres pays d'Europe centrale et orientale n'avaient pas la possibilité de suivre un modèle différent de celui imposé de l'extérieur pour rejoindre les structures occidentales, car leur pouvoir de négociation était très faible dans les années 1990 », dit le rapport ».

Mais ces politiques sociales sont bien ciblées. Elles cherchent avant tout à créer une clientèle électorale tout en achetant la paix sociale. Aussi bien en Hongrie qu'en Pologne les gouvernements utilisent essentiellement des fonds de l'UE pour financer des programmes sociaux qui bénéficient les couches les plus précaires des zones rurales ou des petites villes. L'autre élément fondamental de leur politique étant le conservatisme social. Il s'agit de courants qui attisent les préjugés racistes et xénophobes (antisémites, islamophobes et anti-rom) de la société, l'homophobie, le machisme ; ils mettent en avant les valeurs de la « famille traditionnelle » et les « racines chrétiennes de l'Europe » (dont leurs pays seraient les garants face aux « invasions » étrangères). Et cela a des conséquences sociales très importantes. Par exemple, en Pologne suite à l'application d'une subvention aux enfants dans les familles nombreuses, autour de 100 000 femmes ont quitté le marché de l'emploi depuis 2017 renforçant leur dépendance vis-à-vis de l'État et éventuellement de leurs compagnons.

Toutefois, l'incapacité de ces partis politiques à « faire époque » et constituer un bloc historique ouvre la voie à une forme d'instabilité politique, qui s'exprime d'un côté par les courants néolibéraux qui, mobilisant une rhétorique « progressiste » en faveur des minorités, ne font que poursuivre les mêmes politiques, et de l'autre la résurgence de tendances néofascistes sur la droite. Des tendances nullement contradictoires, comme le montre le cas de la Slovaquie.

Ainsi, en Slovaquie, alors que l'on vient d'élire une présidente libérale une formation néofasciste a récolté 10% des voix. Et selon certains analystes il ne serait pas étonnant que la formation de Robert Fico, le Smer-SD, tente de s'appuyer sur eux pour garder le pouvoir. En Hongrie, alors que pendant des années le parti néofasciste Jobbik avait représenté la principale opposition à Orban, il a opéré un tournant vers le centre « purgeant » une partie de ses courants les plus « radicaux ». Cependant, des groupuscules d'extrême-droite essayent de reconstituer une droite fascisante, avec le probable [resurgissement des milices paramilitaires](#).

La crise économique internationale qui a éclaté en 2007-2008 accentuant les contradictions internes dans chaque État, n'a fait qu'accélérer l'évolution de ces régimes vers la droite, tout en ouvrant certaines contradictions. En effet, bien que ces États d'Europe centrale, par rapport aux anciens États du « bloc socialiste », aient été parmi les plus « intégrés » au marché européen et mondial, recevant beaucoup d'investissements de la part du capital étranger (notamment allemand, mais pas seulement), le modèle de capitalisme introduit après la chute des régimes bureaucratiques (qualifiés à tort de « socialistes ») était brutal : les « thérapies de choc » imposées par les institutions financières internationales (FMI, Banque Mondiale) ont impliqué le démantèlement de

l'essentiel de leur industrie et aussi l'accaparement par les capitaux internationaux des richesses nationales. A cela il faut ajouter un degré de corruption parmi les plus élevés de la planète et une « classe politique » cynique et totalement à la merci de leurs « sponsors » étrangers des pays centraux européens et bien évidemment des États Unis, le tout sous le couvert des discours démagogiques de l'Union Européenne dans la lutte contre la corruption.

Si la prospérité relative, combinant l'afflux de capitaux étrangers et l'exploitation intensive d'une main d'œuvre à bas coûts des entreprises occidentales, a un temps permis de consolider un bloc social relativement stable, les contradictions de ce modèle (avec d'énormes disparités régionales) allaient créer des tensions sociales et des crises profondes des partis au pouvoir, notamment après la crise de 2008.

C'est dans ce contexte de crise économique mondiale, sur fond de stagnation économique et d'épuisement de l'hégémonie néolibérale pro-mondialisation que les partis au pouvoir en Europe de l'Est vont de plus en plus recourir à une forme de « capitalisme national », en appelant à la figure du « peuple » pour tenter de consolider les tendances centrifuges au sein de leur base sociale. En 2010 Viktor Orban arrive au pouvoir en Hongrie avec un discours de renforcement de la « fierté nationale » et en fustigeant les « années néolibérales » après des gouvernements sociaux-libéraux dont les politiques avaient créé une grande déstabilisation du pays. Ce sera aussi le cas en Slovaquie où Robert Fico à la tête d'une coalition de partis de « gauche » mais alliée à des formations nationalistes de droite remportera les élections en 2006 puis en 2010 et 2012, adoptant un ton de plus en plus à droite et réactionnaire (il a dû démissionner en 2018 suite au meurtre d'un journaliste mais il reste un politicien influent dans le pays). En Pologne, le parti Droit et Justice (PiS, pour ses sigles en polonais) des frères Lech (décédé en 2010 dans un accident aérien) et Jaroslaw Kaczynski, après un court gouvernement de 2005 à 2007, arrivera au pouvoir à nouveau en 2015 avec un discours et un projet politique très proches de celui de Viktor Orban et son parti Fidesz en Hongrie. En Tchéquie, Andrej Babiš, milliardaire fondateur de l'Action des Citoyens Mécontents (ANO) en 2011, après une brève coalition avec les sociaux-démocrates gagne les élections de 2017 avec des prises de positions pour la « protection des frontières » de l'Europe contre les réfugiés d'Afrique et du Moyen-Orient.

Même s'il y a certaines exceptions, nous voyons que dans la majorité des cas, le tournant populiste de droite, est opéré non pas par des figures venant de l'extérieur du monde politique mais en général par des politiciens qui se « reconvertissent » en se découvrant des « vocations populistes ». L'exemple de Viktor Orban est particulièrement clair : passé de figure de prou du libéralisme anticommuniste montant à la fin des années 1980, très appréciée des occidentaux, à « nationaliste radical » dans les années 2000. On pourrait dire de même de Robert Fico qui faisait partie du groupe social-démocrate européen.

Une bonapartisation des régimes

Ces courants politiques qu'on a pris l'habitude d'appeler « populistes » présentent le plus souvent

un projet politique aux traits bonapartistes. Ainsi, un « homme (ou une femme) providentiel », au prix d'une relative indépendance vis-à-vis des mécanismes institutionnels et parfois des classes dominantes elles-mêmes, se propose de résoudre les contradictions politiques, économiques et sociales de la nation afin d'empêcher « l'explosion sociale », contenir les tendances centrifuges et en fin de compte préserver les intérêts des classes dominantes, louvoyant, dans le cas de ces régimes, entre le capital étranger, provenant des pays d'Europe de l'Ouest, le capital indigène, et la classe ouvrière nationale.

Bien que ces gouvernements diffèrent de ceux des années 30, qui reposaient sur une « clique » bureaucratipo-policière, en étant arrivés au pouvoir par les institutions, nous ne pouvons pas nier les changements importants que certains de ces gouvernements ont imposés dans leurs régimes politiques, allant tous dans le sens d'un renforcement de l'appareil exécutif de type policier : concentration du pouvoir dans les mains du parti, contrôle par l'exécutif des différents pouvoirs et institutions de l'État, contrôle de plus en plus serré des médias et répression contre les voix dissidentes, changements des lois électorales, entre autres. Ainsi, Gyözö Lugosi, membre du comité de rédaction de la revue de gauche hongroise *Eszmelet*, [écrit à propos du régime de Viktor Orbán en Hongrie](#) : « [Orbán a] démantelé tous les « freins » et « contrepoids » juridiques et institutionnels, puis occupé les postes clés politiques, en y parachutant des obligés inconditionnellement fidèles à sa personne. Sont ainsi subordonnés à ses objectifs – outre bien entendu les instances du pouvoir exécutif, et ce à tous les niveaux – les postes du président de la République, du président du Parlement, la majorité des juges de la Cour constitutionnelle, la direction du Bureau de l'audit de l'État, le Bureau du procureur général (qui bloque systématiquement toute investigation judiciaire relative à la corruption gigantesque orchestrée par la sphère élargie et bien hiérarchisée d'Orbán), le Conseil des médias, etc. ».

En Pologne, le PiS essaye de suivre les pas de Viktor Orbán et récemment a connu une dispute importante avec l'UE en adoptant une loi qui mettait la justice sous le contrôle du pouvoir exécutif. Récemment en Tchéquie le premier ministre Babiš a déclenché des mobilisations importantes à Prague en essayant d'adopter une loi semblable (au milieu d'un scandale de corruption l'impliquant).

Cependant, le degré d'avancement dans la concentration de pouvoirs et de contrôle des différentes instances étatiques n'est pas le même selon les pays. La Hongrie est sans aucun doute le pays où le degré de bonapartisation du régime est le plus avancé, même par rapport à la Pologne où le PiS est au pouvoir depuis moins de temps que le Fidesz hongrois. Ainsi, dans un article récent de [Foreign Policy](#) on explique les différences entre la Slovaquie et ses voisins ainsi : « La Slovaquie, en dépit de tous les méfaits et crimes commis sous [le gouvernement de Robert Fico], y compris le meurtre d'un journaliste, n'a pas emprunté la même voie que ses voisins illibéraux en resserrant le contrôle de l'élite dirigeante sur toutes les institutions de l'État. L'indépendance de la justice slovaque n'a pas non plus été la cible de croisades gouvernementales, comme en Hongrie et en Pologne. (...) La plupart des médias privés du pays sont manifestement anti-Smer [le parti de Fico], alors que les médias publics, qui ont récemment renforcé leur soutien au gouvernement, sont encore loin d'être une source de propagande gouvernementale, contrairement aux médias d'État en Hongrie et

Pologne ».

C'est en ce sens que les libéraux de tout le continent comptent sur la nouvelle présidente slovaque Zuzana Čaputová, avocate libérale, « outsider » et « progressiste », pour faire contrepoids à l'avancée des populistes de droite dans la région. Une tâche qui reste encore très incertaine. Ce qui est certain c'est que les courants populistes réactionnaires font désormais clairement partie du paysage politique de ces pays. Mais on doit aller plus loin encore : ils sont devenus une partie considérable de l'establishment.

Un modèle économique « illibéral » ?

Au-delà d'une rhétorique nationale-populiste conservatrice et xénophobe, les modèles économiques de ces pays comportent certaines nuances, ce qui permet de relativiser l'idée d'un bloc « populiste » homogène et hégémonique.

Dans les années 1990 la réintroduction du capitalisme dans la région dictait le besoin d'appliquer des politiques agressives et « efficaces » qui rendent « irréversible » le processus de privatisation de l'économie. Les richesses nationales ont été bradées aux capitaux occidentaux ; des industries entières fermées. Les inégalités sociales ont explosé mais la soumission de ces pays aux puissances impérialistes aussi. Comme l'explique Thomas Piketty dans un post de son [blog dans Le Monde](#) : « *Après l'effondrement du communisme, les investisseurs occidentaux (allemands en particulier) sont graduellement devenus propriétaires d'une part considérable du capital des ex-pays de l'Est (...) Les travaux de Filip Novokmet ont montré que si les inégalités ont moins fortement progressé en Europe de l'Est qu'en Russie ou aux Etats-Unis, c'est simplement parce qu'une bonne partie des hauts revenus issus du capital est-européen sont versés à l'étranger (à l'image d'ailleurs de ce qui se produisait avant le communisme, avec des détenteurs du capital qui étaient déjà allemands ou français, et parfois autrichiens ou ottomans)* ».

[Filip Novokmet & Pawel Bukowski : « L'importance des capitaux étrangers en Europe centrale peut avoir des conséquences politiques significatives »](#)

Nous avons déjà mentionné le fait que Viktor Orban est arrivé au pouvoir avec un discours tendant à renverser les logiques des politiques néolibérales des années 1990. Cependant, son projet se base avant tout dans la création d'un « capitalisme magyar », d'un capitalisme hongrois, dans le renforcement d'une classe capitaliste nationale face à des concurrents internationaux puissants et en même temps une classe ouvrière qui devient de plus en plus nombreuse, même si politiquement et socialement très peu active, voire tétanisée par les défaites des années 1990. Le tout, bien évidemment, sans remettre en cause l'essentiel des liens et le « partenariat » avec les capitaux

occidentaux.

Ainsi, comme c'est expliqué dans un article de [LeftEast](#) à propos de la politique économique de Viktor Orban : « *Le Fidesz a remporté les élections de 2010 avec un discours sur la décolonisation économique, un contre-récit de l'hégémonie néolibérale des décennies post-socialistes. Ce qui dans la communication politique était appelé intérêt économique hongrois, signifiait un programme solide pour la croissance du capital national appuyée par l'État. Cependant, le régime ne peut que chercher à élargir la marge de manœuvre du capital national dans les conditions objectives d'intégration sur le marché mondial. Les subventions pour les IDE [investissements étrangers directs] dans les industries d'exportation aident à maintenir la balance des paiements en ordre, tandis que les secteurs non échangeables où les conditions peuvent être conditionnées par les politiques de l'État (telles que les banques, les télécommunications ou les transports) voient une réorganisation importante de la propriété en faveur du nouveau capital national oligarchique* ».

C'est le cas aussi pour la Pologne du PiS. Voici comment le projet économique du gouvernement du PiS est décrit dans [Bloomberg](#) : « *La mission de Morawiecki [premier ministre polonais] est maintenant de « déplacer lentement mais sûrement le pendule » vers ce qu'il appelle une « économie subjective ». Cela signifie une pause dans les privatisations, qui, selon Morawiecki, ont contribué au budget jusqu'à 14 milliards de zlotys par an, une préférence pour les emprunts intérieurs par rapport aux emprunts extérieurs (la part de la dette de la Pologne détenue par des étrangers est passée de 60% à environ 50% en trois ans) et une confiance vis-à-vis des entreprises d'État pour accroître les investissements, car les entreprises privées sont trop petites et ne sont pas assez expansionnistes pour donner boost escompté* ».

Autrement dit, ces courants politiques utilisent les fonds de l'État pour d'une part renforcer leur « clientèle politique, puis subventionner et attirer les investissements étrangers dans certains secteurs importants de l'économie et enfin pour aider les oligarques nationaux à s'enrichir et construire une sorte de « capitalisme national d'amis ». Mais toujours dans le cadre d'un capitalisme soumis aux intérêts impérialistes.

En ce sens, nous pouvons interpréter les frictions régulières entre ces dirigeants et l'UE non pas comme un acte d'irrévérence vis-à-vis des puissances internationales mais comme une lutte pour obtenir plus de marges de manœuvre (et moins de contrôle) pour le capitalisme national dans un cadre d'échange commercial subordonné et inégal.

Des économies dépendantes et subordonnées

En effet, malgré tous les discours, les manœuvres, les polémiques et intrigues entre ces gouvernements et les institutions européennes, les pays du V4 restent largement dominés et soumis aux intérêts politiques et économiques impérialistes. Même si des dirigeants européens feignent de vociférer contre Orban et ses attaques contre des droits démocratiques élémentaires, ils savent très bien que sa politique sert leurs intérêts. N'oublions pas que la politique réactionnaire anti-réfugiés menée par Orban, bloquant la route des migrants qui traversaient la Hongrie vers le nord de

l'Europe, était complètement fonctionnelle aux intérêts de Merkel.

Sur un plan économique, même si comme nous citons plus haut, il y a eu des renégociations sur des parts de marché dans certains secteurs (créant des frictions avec des investisseurs étrangers), l'essentiel de l'économie reste dominé par les capitaux impérialistes. Rien qu'en Hongrie, entre employés directs et des sous-traitants, autour de 240 000 ouvriers (sur 9,7 millions d'habitants - enfants et retraités compris) travaillent dans le secteur automobile dominé par les multinationales notamment allemandes.

Malgré, le discours sur la « fierté nationale » et le renversement des politiques des années 1990, la spoliation des richesses nationales se maintient. Piketty dans l'article déjà cité affirme qu'entre « 2010 et 2016, les flux annuels sortants de profits et de revenus de la propriété (nets des flux entrants correspondants) ont ainsi représenté en moyenne 4,7% du produit intérieur brut en Pologne, 7,2% en Hongrie, 7,6% en République Tchèque et 4,2% en Slovaquie, réduisant d'autant le revenu national de ces pays ».

Un autre fléau de ce modèle économique de dépendance que l'illibéralisme ne remet absolument pas en cause c'est l'émigration économique forcée. Ainsi, on estime que 600 000 hongrois ont quitté le pays ces dernières années et dans le cas de la Pologne c'est encore pire : autour de 10% de la population (4,4 millions de personnes) est partie du pays pour aller travailler ailleurs. Cela est une démonstration que malgré les gros investissements étrangers, la classe ouvrière reste dans une situation précaire et avec des salaires très faibles, même dans les secteurs les mieux payés comme l'industrie automobile. Cette émigration massive est en train de produire un problème de manque de bras qui mène ces gouvernements à adopter des lois pour répondre aux besoins de main d'œuvre des multinationales. Le dernier exemple paradigmatique est [la loi dite « esclavagiste »](#) adoptée par Viktor Orban en décembre dernier.

Derrière les conflits de façade, la politique concrète de ces régimes consiste bien à favoriser les classes capitalistes nationales et les capitaux impérialistes sur le dos de l'exploitation et l'oppression de la classe ouvrière et les classes populaires nationales. En même temps, les leaders politiques impérialistes ont beau critiquer des politiciens tels qu'Orban, voulant le « contrôler », mais ils savent qu'en fin de comptes ils sont alliés et peuvent compter sur lui pour garantir l'essentiel de leurs intérêts économiques et politiques. Mais cette situation n'est pas exempte de contradictions. Et on voit déjà des signes d'érosion (partielle) de ces régimes.

Vers un épuisement hégémonique des gouvernements populistes réactionnaires ?

Ces gouvernements ont ainsi profité de la bonne conjoncture économique et de taux de croissance importants. Cependant, ces « modèles » de développement dépendants restent fragiles. Un changement dans la conjoncture économique pourrait faire craquer les fissures et les contradictions de ce modèle et ouvrir d'importantes crises sociales et politiques.

Alors que dans des pays d'Europe occidentale des courants populistes réactionnaires sont à l'affut

électoralement parlant, et peuvent en quelque sorte promettre monts et merveilles sur leurs politiques une fois au pouvoir, il en va tout autrement pour des leaders comme Orbán au pouvoir depuis bientôt 10 ans. Les résultats et effets de leurs politiques sont là. Et bien qu'ils aient profité d'une certaine croissance économique ces dernières années et d'une relative paix sociale, des fissures commencent à apparaître.

En effet, bien que d'un point de vue électoral leurs concurrents (essentiellement libéraux) ne soient pas encore suffisamment puissants, même si des nuages commencent à s'accumuler sur la tête de certains partis, ces derniers mois des signaux intéressants ont commencé à apparaître, comme des mobilisations sociales qui ont secoué des pays tels que la Hongrie et la Pologne et dans une moindre mesure la Slovaquie et la Tchéquie.

En effet, à la suite de l'adoption de la « loi esclavagiste » en Hongrie (qui permet aux entreprises d'imposer jusqu'à 400 heures supplémentaires aux travailleurs et ne les payer que trois ans plus tard), des centaines de milliers de personnes sont descendues dans les rues. Et cette fois non seulement à Budapest et autres villes importantes du pays, mais même dans des petites villes où en général le Fidesz fait de bons scores électoraux. Un autre élément encourageant de ces mobilisations a été sa composition sociale : beaucoup de jeunes étudiants et lycéens marchant à côté des travailleurs et des syndicats. La loi est finalement passée mais sans doute la mobilisation a laissé des traces et le gouvernement y a laissé des plumes. Il faudrait également signaler les grèves très importantes des ouvriers de l'industrie automobile, chez BMW et notamment chez Audi Hongrie, où [les ouvriers ont obtenu d'importantes victoires](#) sur les salaires et les conditions de travail.

Ce « petit réveil » de la lutte de classes en Hongrie est très intéressant car le régime, ayant bouché les possibilités institutionnelles pour qu'une alternative politique surgisse, même bourgeoise, un espace politique extra-parlementaire est susceptible de s'ouvrir et venir déstabiliser le « modèle » néolibéral de capitalisme d'amis et de soumission aux capitaux impérialistes prôné par Orbán.

En Pologne, le PiS est au gouvernement depuis moins de temps que le Fidesz d'Orbán, mais là aussi, c'est la lutte de classes et les mobilisations sociales qui pourraient être en train d'annoncer des évolutions dans la situation. En effet, en Pologne on a connu une [grève offensive massive d'enseignants pour leurs salaires](#). Le gouvernement a finalement réussi à ne pas satisfaire les revendications des grévistes mais on ne peut pas exclure d'autres mobilisations massives. Comme en Hongrie, lors de la grève des enseignants on a vu la jeunesse, et même les très jeunes, soutenir leurs professeurs en lutte en organisant des manifestations et des piquets. A tout cela, il faut ajouter les mobilisations des femmes polonaises, très importantes, pour leur droit à disposer de leur corps contre la prégnance réactionnaire, en Pologne comme en Hongrie, de l'Église catholique, relais idéologique et politique des classes dominantes.

Cependant, et sans aucune illusion à l'égard des courants libéraux qui espèrent capitaliser sur le mécontentement grandissant dans ces pays, pour les travailleurs, pour la jeunesse et l'ensemble des classes populaires et les opprimés de la région, il s'agit de construire leur propre organisation

politique qui réponde à leurs intérêts. Autrement, on ne peut pas exclure que ce soient des forces encore plus réactionnaires, ouvertement fascistes ou fascisantes, qui récupèrent la contestation. Construire un parti de travailleurs, résolument anticapitaliste et révolutionnaire, luttant pour l'indépendance de classe, et la constitution d'un programme hégémonique qui s'adresse à l'ensemble des classes opprimées, des paysans à la petite-bourgeoisie aux minorités ethniques, un programme capable de rompre avec la domination des capitaux impérialistes. C'est un enjeu central. La seule perspective qui puisse combattre radicalement tous les courants et tendances capitalistes et réactionnaires dans la région.